

La Gazette des Comores

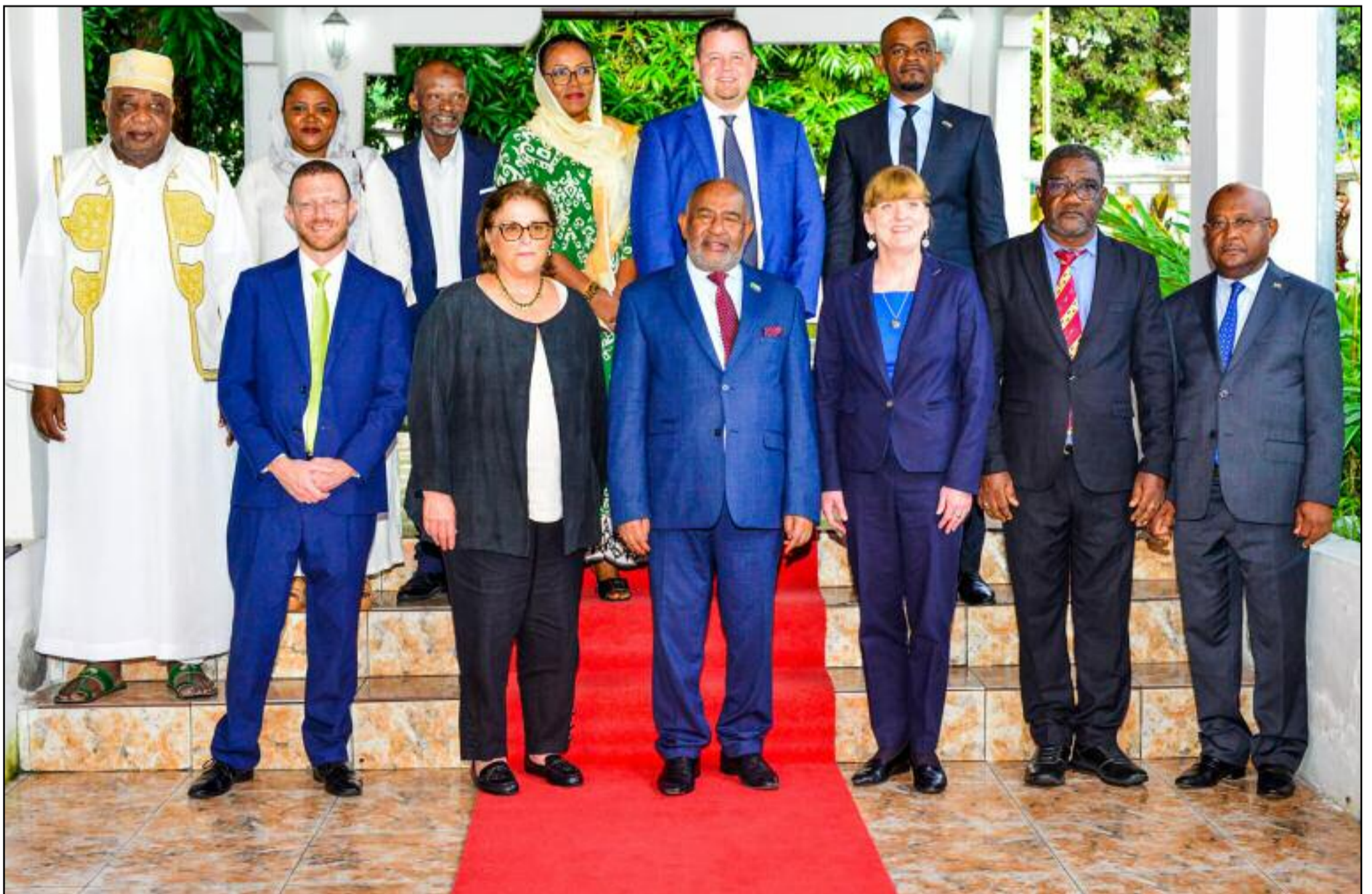
*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4608 - Vendredi 19 Avril 2024 - Prix : 200 Fc

DIPLOMATIE

Les États-Unis appellent à des reformes au niveau électoral



SOCIÉTÉ

**Accusé de viol sur une mineure de 15 ans,
un cadre de la BDC est en cavale**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

INONDATION DANS LE HAMBOU :

Des dégâts matériels mais aucune perte humaine

Dans la nuit du 15 avril, la région de Hambou plus particulièrement à Singani, Bangoi-Hambou et Mdjoiezi a été frappée par une forte pluie avec des débordements de rivière qui ont fait des dégâts matériels. Des maisons ont été inondées mais on ne déplore aucune perte humaine.

Ces derniers jours, les habitants de Bangoi-Hambou, Singani et Mdjoiezi ont vu leurs maisons inondées par un débordement des rivières provoqué par des pluies diluviennes. A peu près soixante-quatre maisons ont été inondées à Bangoi et certaines familles ont été bloquées à l'intérieur de leurs habitations. Mais aucune perte humaine n'est à déplorer. Cette catastrophe naturelle a également causé des dégâts matériels et des pertes agricoles. Le débordement des rivières concerne aussi les villes de Singani et de Mdjoiezi où des dégâts matériels ont été aussi constatés.

« Les chiffres rapportent que 32 maisons ont été complètement submergées, 18 partiellement inondées, et 8 sont restées intactes. Au total, 327 personnes ont été affectées, avec 155 personnes déplacées. En

effet, cette catastrophe a également causé des dégâts matériels et des pertes agricoles. Heureusement, aucune perte de vie humaine n'a été signalée, bien que dix animaux aient péri. On compte douze personnes blessées, dont une femme enceinte évacuée à l'hôpital de Mitsoudjé pour des soins urgents », montre Hachim Hamada résident de Bangoi.

Sur place, les agents de la sécurité civile ont essayé d'aider la population. « Vers 2 heures du matin, le débit de la rivière a commencé à diminuer, tandis que les pluies se sont également calmées. Nous nous sommes mobilisés pour fournir une assistance d'urgence aux résidents affectés par cette catastrophe », souligne un agent de la DGSC.

Dans un communiqué, la direction générale de la sécurité civile annonce qu'après « une évaluation sur le terrain par l'équipe dépêchée sur place, une équipe de secours est intervenue pour procéder à l'évacuation des familles vulnérables. « La priorité de notre équipe est d'assurer la sécurité et le bien-être des habitants touchés par cette catastrophe naturelle. L'équipe sur le terrain a évalué approximativement



60 maisons inondées, et que certaines familles étaient piégées par les eaux dans leurs habitations. Les pompiers ont évacué ces familles en détresse », lit-on dans ce communiqué.

Tout au long de la journée, la direction a travaillé en étroite collaboration avec les autorités locales pour l'organisation des secours pour coordonner les efforts d'assistance et d'évacuation. Nous encourageons également les habitants de la région à rester vigilants et à suivre les instructions des autorités locales.

Nassuf Ben Amad

COOPÉRATION RÉGIONAL :

La COI lance la plateforme kiltir.org

La COI a lancé la nouvelle plateforme kiltir.org, plateforme de référence pour les industries culturelles et créatives de l'Indianocéanie. Elle a pour

ambition de devenir une référence pour les opératrices et opérateurs culturels en proposant actualités, opportunités, calendriers ou encore ressources thématiques.

La Commission de l'océan Indien a lancé ce lundi 15 avril à La Réunion la nouvelle plateforme <https://kiltir.org/>, une plateforme de référence pour les industries culturelles et créatives de l'Indianocéanie. Cette plateforme numérique, éco-responsable conçue et imaginée par Lalanbik, centre de développement chorégraphique O.I, a été développée dans le cadre du projet régional de développement des industries culturelles et créatives (ICC) en Indianocéanie, piloté par la COI et financé par l'Agence française de développement (AFD).

Cette plateforme a pour ambition de devenir une référence pour les opératrices et opérateurs culturels en proposant actualités, opportunités, calendriers ou encore ressources thématiques. Avec sa démarche eco-branding, la plateforme s'aligne parfaitement aux enjeux de transition écologique prônés par la COI en privilégiant un design simple et sobre. De fait, kiltir.org est moins gourmand en bandes passantes. Cela permet de réduire l'empreinte carbone du projet. D'ailleurs, l'Iconothèque historique de l'océan Indien a bienveillamment accepté de mettre à disposition des images de son fonds iconographique pour habiller le site. Ce choix, qui répond aux principes de

l'éco-conception, permet en outre de valoriser le patrimoine visuel de nos îles. Avec cet outil, la COI souhaite impulser une dynamique et favoriser les échanges entre les pays de l'Indianocéanie mais aussi être une vitrine de la scène régionale et locale. Elle est un point de départ et sa pérennisation dépendra de l'engagement des acteurs.

Dans son allocution, la chargée de mission responsable de la coopération culturelle à la COI, Juliette Janin précise que cette plateforme est un résultat concret de notre projet de développement des industries culturelles et créatives plus connu comme le projet ICC de la COI. Selon elle, elle est une première

étape pour insuffler des collaborations artistiques et culturelles entre nos pays. « kiltir.org n'est pas la plateforme culturelle de la COI. Elle n'a pas vocation à devenir l'outil de communication externe de notre projet ICC. Je le redis : cette plateforme est la vôtre et, cela mérite d'être souligné, elle sera toujours active après la clôture du projet ICC en 2027 grâce à l'engagement de Lalanbik à cet effet », renchérit-elle, avant de saluer la collaboration de l'AFD qui permis de financer le développement de la plateforme Kiltir.org.

Andjouza Abouheir

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :
Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli: 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

DIPLOMATIE

Les États-Unis appellent à des réformes au niveau électoral

Une mission menée par le sous-secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines au département d'Etat américain Mélanie Higgins et l'ambassadrice Claire A. Pierangelo a rencontré la classe politique dans son ensemble dans la journée de mercredi au Golden Tulip et à Beit-Salam.

"La Sous-Secrétaire d'Etat Adjointe aux affaires africaines, Mélanie Higgins, et l'Ambassadrice des États-Unis auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores, Claire A. Pierangelo, se sont rendues aux Comores et ont rencontré le Président Azali Assoumani afin de discuter des possibilités de développement des relations entre les États-Unis et les Comores dans les

années à venir » lit-on dans une déclaration de l'ambassade des États-Unis en Union des Comores.

Avant le chef de l'Etat, les deux diplomates ont rencontré une partie de l'opposition pour prendre leur avis par rapport à la situation politique qui prévaut dans le pays après les élections du 14 janvier dernier contestée par l'opposition. « Les deux diplomates ont rencontré d'anciens candidats à la présidence comorienne afin de connaître leur point de vue sur les récentes élections présidentielles comoriennes ». La Sous-Secrétaire d'Etat Adjointe Higgins et l'Ambassadrice Pierangelo ont salué les citoyens comoriens pour leur attachement à la démocratie, en exerçant leur droit de vote et en s'engageant pacifiquement dans le processus électoral.

L'Ambassadrice Pierangelo a quant à elle, appelé les deux parties à la retenues. « L'Ambassadrice Pierangelo a également souligné l'engagement ferme des États-Unis en faveur de la sécurité et de la prospérité des Comores, et a insisté sur l'importance d'éviter les conflits en maintenant un dialogue pacifique entre tous les partis politiques et le peuple comorien tout en privilégiant le dialogue politique ».

Diplomate chevronnée, Mme Higgins, avant d'être nommée sous-secrétaire d'Etat a occupé plusieurs postes au département d'Etat notamment le poste d'Ambassadrice au Burundi (2021-2023) ou encore celle de directrice du Bureau des affaires africaines au ministère des affaires étrangères. Sa connaissance du

continent a conduit le président Biden à jeter son dévolu sur elle pour lui confier le poste de secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines.

Sous pression politique depuis la confirmation de la réélection du président Azali, Beit-Salam a considéré cette visite comme une victoire diplomatique et un signe de reconnaissance de la part des États-Unis d'Amérique. « L'Ambassadrice Pierangelo a également souligné l'engagement ferme des États-Unis en faveur de la sécurité et de la prospérité des Comores, et a insisté sur l'importance d'éviter les conflits en maintenant un dialogue pacifique entre tous les partis politiques et le peuple comorien ».

La présidence se dit disposé à engager le dialogue avec l'opposi-

tion. « Le Président a accueilli avec ouverture cette proposition rappelant sa politique permanente de main tendue envers l'opposition comme l'illustre sa dernière allocution à l'occasion de l'Aïd El Fitr ». Dans son communiqué, le palais présidentiel a salué l'engagement des États-Unis au côté du gouvernement comorien dans son accompagnement dans le domaine sécuritaire et sur le plan du développement. « Sur le plan sécuritaire, notamment la sécurité maritime, les deux parties ont exprimé leur volonté de renforcer leur partenariat pour lutter contre le terrorisme et combattre la piraterie en mer dans la région, via un soutien technique et financier des gardes côtes comoriennes », dit le communiqué.

Imtiyaz

DIPLOMATIE

La Sous-Secrétaire d'Etat Adjointe aux Affaires Africaines à Moroni



Le chef de l'Etat a reçu ce mercredi 17 avril, la Sous-secrétaire d'Etat Adjointe aux affaires Africaines Mélanie Higgins, et l'Ambassadrice des États-Unis auprès de l'Union des Comores Claire A. Pierangelo. Les discussions ont porté sur le développement des relations entre les deux pays pour les années à venir.

En visite aux Comores, la Sous-secrétaire d'Etat adjointe aux affaires Africaines, Mélanie Higgins, et l'Ambassadrice des États-Unis auprès de l'Union des Comores Claire A. Pierangelo ont rencontré ce mercredi 17 avril, le chef de l'Etat Azali Assoumani pour discuter des possibilités de développe-

ment des relations entre les États-Unis et les Comores dans les années à venir. C'était l'occasion de féliciter le Président Azali « pour son mandat réussi à l'Union Africaine », notamment pour l'établissement d'un siège permanent pour l'Union Africaine au sein du G-20.

La délégation a saisi de cette opportunité pour évoquer les nombreux domaines de coopération positive et croissante entre les États-Unis et les Comores, y compris l'expansion de la coopération en matière de sécurité, les investissements en attente du secteur privé dans les énergies renouvelables, l'agriculture, et le secteur de la pêche, ainsi que l'investissement de 5 millions de dollars de l'Agence

américaine pour le développement international (USAID) dans la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et le développement de la main d'œuvre.

La diplomate a fait part au Président Azali de sa satisfaction de voir les garde-côtes comoriens commencer à déployer et à utiliser trois systèmes de surveillance maritime sans pilote fournis par les États-Unis. Cet équipement, qui fait partie d'un programme de formation et d'assistance aux garde-côtes d'un montant de 3,8 millions de dollars, permettra d'améliorer les capacités de recherche et de sauvetage, de lutter contre le trafic illicite et de combattre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée dans la zone économique exclusive des Comores. Elle a promis de continuer à promouvoir les bourses d'études et les échanges professionnels pour les étudiants et les jeunes leaders comoriens et a encouragé davantage de jeunes à profiter de l'American Corner récemment rénové à l'Université des Comores.

Lors des discussions, la délégation américaine a souligné l'importance de réformer et d'améliorer les processus électoraux des Comores afin de garantir des élections libres et équitables à l'avenir. Elles ont exprimé leurs inquiétudes quant aux irrégularités commises lors des élections présidentielles et des gouverneurs de janvier, soulignant la nécessité d'un dialogue politique ouvert et d'une communication avec la société civile. La Sous-secrétaire d'Etat adjointe aux affaires Africaines devrait rencontrer aussi des représentants de l'opposition comorienne.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

Accusé de viol sur une mineure de 15 ans, un cadre de la BDC est en cavale

Une plainte a été déposée contre lui le mercredi 17 janvier à la gendarmerie de Moroni. Le même jour, le mis en cause a disparu dans la nature. Les forces de l'ordre sont, depuis, à sa recherche.

Une mineure 15 ans accuse un membre de sa famille d'avoir abusé d'elle. Les faits se seraient déroulés il y a un peu plus d'un mois. Seulement, ce n'est que mercredi dernier que la famille de la victime s'est résolue de déposer plainte à la gendarmerie. « La victime accompagnée de sa mère a déposé plainte pour

viol », confirme le commandant de compagnie de Ngazidja, joint au téléphone par La Gazette des Comores.

Si la déposition de la plaignante est bel et bien reçue par les OPJ de la gendarmerie et une psychologue mise à sa disposition, celle du mis en cause pourrait trainer à être enregistrée, et pour cause. Selon la gendarmerie, MMM, cadre de la Banque de développement des Comores (BDC) et imam dans son village de Mboudadjuw dans le Bambao, a pris la poudre d'escampette depuis l'après-midi de ce mercredi. « Nous le recherchons activement », poursuit

notre interlocuteur.

Selon la Cellule d'écoute de Ngazidja, le violeur présumé est aussi le tuteur scolaire de sa victime. « Un jour l'élève ne se sentait pas bien. Son tuteur est allé la chercher à l'école pour aller acheter des médicaments à la pharmacie. Il l'a conduite dans son bureau à la BDC. Il a fermé la porte et est passé à l'acte », nous confie la Cellule qui a reçu la victime en amont de la plainte. « Il l'a menacée de s'en prendre à elle ainsi qu'à sa maman si jamais elle osait en parler ». Heureusement, la victime et sa mère ont pris leur courage à deux mains et brisé le silence »

malgré les pressions qu'ils ont subies pour étouffer l'affaire dans l'œuf ».

Pour retrouver le violeur présumé, la gendarmerie a mobilisé des moyens colossaux. Hier dans l'après-midi, nous avons appris l'arrestation de deux de ses proches, suspectés de l'avoir aidé à s'échapper. Il aurait été conduit au sud de la Grande-comore à bord d'un véhicule d'un proche. C'est via cette partie de Ngazidja que des embarcations de fortune rallient les autres îles.

Andjouza Abouheir

CATASTROPHES NATURELLES :

Les journalistes formés sur les messages d'alerte précoce

Une formation de deux jours (17 et 18 avril) est organisée par la sécurité civile à Anjouan à l'endroit des journalistes pour renforcer leur compréhension des messages d'alerte précoce et des actions à entreprendre.

La formation de deux jours organisée par la sécurité civile vise à renforcer la compréhension des journalistes en ce qui concerne les messages d'alerte précoce et les actions à entreprendre en conséquence. Cette formation qui a débuté mercredi dernier a pour objectif de définir le rôle et la place des médias dans le processus national d'alerte précoce et de gestion des risques de catastrophe. Plusieurs médias ont répondu présents à cette formation, soulignant ainsi l'importance de la collaboration entre les médias et la sécurité civile dans la diffusion d'informations cruciales en cas de catastrophes naturelles.

Selon Saïd Yassir Hamdani, sous-directeur

étude et prévention à la DGSC, il est essentiel d'informer la population en cas de catastrophes naturelles, d'où la nécessité pour la sécurité civile de donner aux journalistes les clés pour diffuser des messages d'alerte clairs et précis. La sensibilisation et l'information avec des messages compréhensibles restent donc un objectif primordial pour les journalistes participant à cette formation. En effet, la clarté, la concision et l'objectivité dans la diffusion des informations sont des éléments essentiels pour garantir l'intérêt général et la sécurité de la population cible.

La première journée de cette formation a été consacrée aux définitions des concepts clés et aux engagements de la sécurité civile envers la population en cas de catastrophes naturelles. Il s'agit donc de poser les bases nécessaires pour que les journalistes comprennent pleinement leur rôle et leur responsabilité dans la diffusion d'informations fiables et pertinentes en cas de situa-

tions d'urgence. Cette journée inaugurale a permis aux participants de se familiariser avec les enjeux liés à la communication en situation de crise et de réfléchir à la meilleure manière d'agir pour informer efficacement le public tout en évitant la propagation de fausses informations.

Les Comores, petit pays insulaire en développement, fait face à plusieurs risques de catastrophes naturelles, notamment les cyclones, l'éruption volcanique et la montée des eaux de mer.

Nabil Jaffar



La Gazette des Comores
 BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
 Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse postale : _____ email : _____
 Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
 3 mois Montant : _____
 6 mois Montant : _____
 12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
 Espèces
 Chèque n° _____
 Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
 Signature : _____

Tarifs d'abonnement
 (Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	36	32 000	65	82 500	127

CENTRE CULTUREL ET DE LOISIRS DE BADJANANI

CLB CONCERT
SAMEDI 20 AVRIL

AU FOYER DES FEMMES DE MORONI
A PARTIR DE 21H30
PRESTATION MUSICALE

JEUNES Talents
PRESTATION MUSICALE
Twarab En Live

CHORALE (enfants de 10 à 15 ans)
DANSES TRADITIONNELLES
 (Garçons et filles)

BRAVA SECURITY **ENTRÉE : 2000 FC | 1500 FC (-12 ANS)** **CINEAST**

FIFA FOOTBALL FOR SCHOOLS

Du matériel sportif pour les écoles

Communément présenté sous le sigle (F4S), le programme de la FIFA FOOTBALL FOR SCHOOLS a comme ambition entre autres, l'éducation par le football pour les enfants dans le milieu scolaire. Après avoir été lancé officiellement l'année dernière, le programme vient de connaître un coup d'accélérateur.

C'est au stade de Maluzini que la cérémonie de remise du matériel didactique aux quarante (40) établissements scolaires de Ngazidja a eu lieu. Présidée par Soilihi Mzahazi chef de département compétitions qui suppléait le président, la cérémonie a vu la participation de plusieurs cadres du ministère de l'éducation et de nombreux chefs d'établissements.

« Nous sommes-la aujourd'hui réuni en association avec le ministère de l'éducation et à travers lui les chefs d'établissements pour remettre ces matériaux didactiques aux établissements scolaires qui ont la chance d'être sélectionnés dans ce programme ambitieux de la FIFA », a tenu d'emblée à préciser Soilihi Mzahazi. Pensé et voulu par le président de la FIFA, Gianni Infantino, sa mise en œuvre est le fruit d'une



collaboration avec le pendant de la FIFA au niveau de l'éducation à savoir l'UNESCO.

L'objectif final du programme dans le long terme est de pouvoir toucher et influencer positivement sur plus de 700 millions d'enfants à travers le monde. Aux Comores, le

programme va toucher 80 établissements scolaires (public et privés) à raison de 40 à Ngazidja, 28 à Ndzواني et 12 à Mwali. Hier à Maluzini, ce sont pas moins de 320 ballons, 800 plots, 280 dossards, 80 chronos et 80 sifflets qui ont été distribués aux établissements scolaires

de Ngazidja. Ce même processus va se dérouler dans les autres îles dans les prochaines semaines nous fait dire la Fédération de Football des Comores via une publication dans sa page Facebook.

Imtiyaz

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

UNION DES COMORES

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme,
 chargé des affaires Foncières et des Transports Terrestres



PROJET DE RÉHABILITATION DU RÉSEAU ROUTIER (PRRR IV)

Référence de l'accord de financement : DON : 2100155043126
 N° d'Identification du Projet : P-KM-D00-003

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR

**LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES ROUTES NATIONALES RN3 et RN4 :
 TRANCHE FERME (RN3 RELIANT CHEZANI - ITSIKOUDI ET RN4 RELIANT BAHANI - ITSIKOUDI) ET TRANCHE CONDITIONNELLE
 (RN3 RELIANT GALAWA - CHEZANI)**

L'Union des Comores a reçu un financement (un don) du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût d'une partie du Projet de Réhabilitation du Réseau Routier phase IV (PRRR IV) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre du Don pour financer le contrat d'un bureau de consultants pour assurer les services de contrôle et de surveillance des travaux de réhabilitation de la RN3 et RN4

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- Contrôle pendant l'exécution des travaux
- Contrôle après l'exécution des travaux
- Production des rapports de surveillance et du contrôle
- Élaboration d'un Dossier de récolement

La durée de la mission est de : 24 mois pour la tranche ferme et 12 mois pour la tranche conditionnelle

3. L'Organe d'Exécution du Projet de Réhabilitation du Réseau Routier (CEP) Phase IV invite les firmes de consultants qualifiés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les firmes intéressées doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, curriculum vitae actualisé, disponibilité de personnel-clé qualifié, etc ...). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection des Consultants requis pour la prestation des présents services seront conformes à la Politique d'acquisition de la Banque Africaine de Développement en

date d'Octobre 2015 disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les bureaux de consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureau suivantes : du lundi au jeudi de 7 h 30 mn à 14 h 30 mn, le vendredi de 7 h 30 mn à 11 h 30 mn et le samedi de 7h30 mn à 12h30 mn (heures locales de Moroni - Union des Comores).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées ou envoyées sous plis fermés à l'adresse mentionnée ci-dessous au **plus tard le 02/05/2024** et porter expressément la mention "**Recrutement d'une firme de Consultants pour la surveillance des travaux de réhabilitation des routes nationales RN3 et RN4(37 km) et RN3 (09 km)**"

Tranche ferme RN3(Itsinkoudi-Chezani) et RN4 (Bahani-GTE - Itsikoudi) et Tranche conditionnelle (RN3 reliant Galawa -Chezani)

À l'attention du Coordonnateur du Projet de Réhabilitation du Réseau Routier phase IV

Bureau de la Cellule d'Exécution du Projet dans les locaux du Ministre de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres - Moroni - Coulé,

Téléphone:+269 349 60 69/+269 321 18 33,

E-mail : cep.rehabilitation.badii@gmail.com

avec copie . saidhousseini@hotmail.com dgrtr.secretariat@gmail.com

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT





Association Professionnelle des Banques
Et Etablissements Financiers des Comores

Immeuble Ridjal Moroni Dar-Sanda
Tél: (+269) 773 18 07
Email : apbef0@gmail.com

APPEL A CANDIDATURE

Avis de recrutement pour le poste de : Directeur Général d'une Institution Financière de Garantie en Union des Comores

Les acteurs du secteur financier comorien, dans le cadre d'un partenariat entre l'Agence Française de Développement (AFD), l'Etat, la Banque Centrale (BCC) et le secteur privé, met en place un nouveau dispositif de garantie en Union des Comores dont l'objectif est de favoriser l'accès des entreprises au crédit dans tous les secteurs d'activités soutenus par les politiques publiques.

Le dispositif retenu est une **Institution Financière de Garantie (IFG)** soumise à l'agrément de la BCC qui assurera la gestion d'un fonds de garantie ciblant d'une part les entreprises formelles et informelles des secteurs prioritaires du Plan Comores Emergent 2030 et d'autre part l'ensemble des entreprises formelles inscrites au Registre du Commerce et disposant d'états financiers.

Le Conseil d'administration de cette IFG en formation, au capital de 300.000.000 KMF – ci-après la Banque - recherche son (sa) Directeur (trice) Général(e) et a chargé l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) de procéder à ce recrutement.

Description du poste :

Le (la) Directeur(trice) Général(e) aura pour mandat d'assurer la direction et la gestion de la Banque par la mise en œuvre des orientations stratégiques du Conseil d'Administration représentant les actionnaires, tout en se conformant aux termes de son contrat.

Le (la) DG s'acquittera de la totalité de ses fonctions conformément aux normes de la profession bancaire et aux règlements internes de l'établissement dont notamment :

- o Définir et mettre en œuvre avec succès la stratégie de développement rentable de la Banque en accord avec les orientations du Conseil d'Administration ;
- o Piloter l'élaboration des plans d'actions ainsi que les budgets d'exploitation et d'investissement, reflétant les objectifs et les priorités établis par le Conseil d'administration ;
- o S'assurer que les objectifs d'exploitation et les normes de performance sont maîtrisés par l'ensemble des collaborateurs ;
- o Veiller à la gestion optimale de la trésorerie de la Banque ;
- o Suivre de près les résultats opérationnels et financiers par rapport aux plans et aux budgets et prendre des mesures correctives adéquates après en avoir informé le Conseil d'administration ;
- o Veiller à la gestion efficace du portefeuille d'engagements ;
- o Veiller au maintien et à l'amélioration continue de la qualité de service ;
- o Participer à la définition des politiques, standards, procédures de la banque afin d'assurer l'efficacité opérationnelle tout en maintenant un niveau de contrôle suffisant ;
- o Assurer le respect des règles de conformité, les obligations légales et réglementaires, nationales et internationales, les règles structurelles et prudentielles imposées à la profession bancaire, les normes de bonne gouvernance **et particulièrement dans les domaines de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de la Lutte Anti-blanchiment et Financement du Terrorisme (LAB)** ;
- o Participer au recrutement du personnel de la Banque notamment pour les postes clés et à responsabilité, construire et maintenir une équipe de direction efficace ;
- o Assurer la mise en œuvre de solutions technologiques qui permettront à la Banque d'offrir les services de qualité, dans un cadre sécurisé, conformes aux standards usuels ;
- o Définir et mettre en œuvre la stratégie de communication institutionnelle et financière ;
- o Maintenir un dialogue continu avec le Conseil d'administration et assumer l'entière responsabilité pour toutes les opérations de la Banque ainsi que ses performances ;

- o Représenter la Banque auprès des clients stratégiques, les organismes de tutelle et des associations professionnelles ;

Profil recherché et expériences :

- o Être Titulaire d'un BAC+5 en finance, banque, économie, gestion, comptabilité ;
- o Avoir une expérience professionnelle de 15 ans dans le secteur bancaire ou des services financiers dont au moins trois (03) années d'expérience au poste de Directeur Général ou cinq (05) années dans un poste de Directeur Général Adjoint ou sept (07) ans dans un poste de Haut Cadre de Banque ;
- o Justifier d'une bonne expérience dans le leadership et la gestion d'équipes ;
- o Connaître l'environnement, le marché comorien ;
- o Savoir piloter et mener à bien les projets de la banque (conduite du changement) ;
- o Être expert dans les techniques de gestion des risques ;
- o Maîtriser la réglementation bancaire, comptable et prudentielle, du droit et de la fiscalité, ainsi que les obligations de conformité ;

Savoir-être & Aptitudes professionnelles

- o Organisation, rigueur, esprit d'analyse et de synthèse ;
- o Bonne communication écrite et orale, très bon relationnel dont la capacité à prendre la parole en public et à représenter la banque ;
- o Sens des priorités et des responsabilités ;
- o Être force de proposition et avoir la capacité de prendre des décisions ;
- o Capacité à travailler sous pression et dans les délais ;
- o Grand sens de la confidentialité, intégrité, honnêteté et loyauté ;
- o Sens de l'intérêt général ;
- o La pratique courante du comorien et du français est obligatoire, celle de l'anglais un plus ;

Rattachement hiérarchique

- o Conseil d'Administration et son Président

Procédure de soumission et date de clôture des candidatures

Les candidats(tes) souhaitant faire acte de candidature, adresseront par email à l'adresse « apbef0@gmail.com » les pièces suivantes en précisant l'objet « **RECRUTEMENT DG IFG COMORES** » :

- o Une lettre de motivation adressée au Président du Conseil d'Administration de l'IFG
- o Curriculum Vitae signé avec mention des références
- o Pièce d'identité en cours de validité
- o Copie des diplômes

Les documents originaux d'identité et de diplômes devront être présentés au jury en cas de convocation pour un entretien après première sélection)

Les termes de références du poste à pourvoir seront partagées à la demande des candidats à travers l'adresse mail ci-dessus indiquée. Les candidatures des comoriens issus de la diaspora sont vivement encouragées.

o La date de clôture des candidatures est fixée le 25 avril 2024 à 23h59